**S. E. Ambassadrice de la République Française en
Macédoine Laurence Auer**

La position française à la Conférence des ambassadeurs de Londres

DOI : [10.2478/seeur-2014-0003](https://doi.org/10.2478/seeur-2014-0003)

Décembre 2012 - août 1913

Alors que le 28 novembre 1912 se réunit une première Assemblée nationale albanaise qui prend la décision historique de proclamer l'indépendance de l'Albanie, et afin d'éviter de graves difficultés entre les grandes puissances (Allemagne, Autriche, France, Grande-Bretagne, Italie et Russie), s'ouvre à Londres, le 17 décembre 1912, la Conférence des ambassadeurs.

La Conférence des ambassadeurs se tient à l'initiative de la France et de la Grande Bretagne, moins directement intéressées par le conflit que les autres puissances. Paul Cambon, ambassadeur de la République française à Londres, représente la France à la Conférence.

La conférence commence ses travaux en décembre 1912 sous la présidence de Sir Edward Grey, ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne et les prolonge jusqu'au mois d'août 1913.

Faisant œuvre de gouvernement international, cette conférence des Ambassadeurs a pour objectif de sauver la paix. Conciliant les opinions les plus diverses, les tendances antagonistes des puissances centrales et de la Russie, elle aboutit à la création d'une principauté autonome d'Albanie, dont elle délimite les frontières. Les actions de la Conférence des ambassadeurs sont cependant contradictoires, car elle reconnaît d'une part l'indépendance de l'Albanie, mais prévoit ainsi une limitation de la souveraineté incompatible avec son statut d'Etat indépendant.

L'organisation internationale de l'Etat albanais par la Conférence offre le degré le plus élevé d'internationalisation des affaires intérieures d'un Etat pratiquement jamais atteint par les grandes puissances avant la première Guerre mondiale.

La France revendique dès le début de la Conférence un simple rôle de médiateur. Par exemple, lors du blocus engagé par les Puissances le long des côtes du Monténégro, la France refuse avec insistance toute possibilité de débarquement.

La France réunit à Paris en parallèle une Commission technique pour l'étude des questions soulevées par la Conférence ; elle invite toutes les ambassades à Paris concernée à se faire représenter à cette Commission technique.

La Conférence fait rapidement le tour des points précis qui avaient amenés à sa création ; la France fait partie des participants plaidant pour son maintien jusqu'à ce que la paix soit définitivement instituée dans les Balkans.

Mme. Laurence Auer,

Ambassadrice de la République Française